

ÉDITION 2015

CODE
DES
PROCÉDURES
ADMINISTRATIVES

PREMIÈRE ÉDITION

Coordination éditoriale par

ZÉHINA AIT-EL-KADI
Rédactrice aux Éditions Dalloz

DALLOZ

TABLE DES MATIÈRES

CODE DES PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

PARTIE I

JUSTICE ADMINISTRATIVE

Code de justice administrative

PREMIÈRE PARTIE

LÉGISLATIVE

TITRE PRÉLIMINAIRE	L. 1 – L. 11
--------------------------	--------------

LIVRE I LE CONSEIL D'ÉTAT

L. 111-1 – L. 137-1

TITRE I	ATTRIBUTIONS.....	L. 111-1 – L. 113-1
CHAPITRE I	Attributions contentieuses.....	L. 111-1
CHAPITRE II	Attributions en matière administrative et législative.....	L. 112-1 – L. 112-6
CHAPITRE III	L'avis sur une question de droit.....	L. 113-1
TITRE II	ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT.....	L. 121-1 – L. 123-3
CHAPITRE I	Dispositions générales	L. 121-1 – L. 121-8
SECTION I	Organisation.....	L. 121-2 – L. 121-3
SECTION II	Les conseillers d'État en service extraordinaire.....	L. 121-4 – L. 121-8
CHAPITRE II	Le conseil d'État dans l'exercice de ses attributions contentieuses.....	L. 122-1 – L. 122-2

<i>SECTION I</i>	<i>Organisation.....</i>	Néant
<i>SECTION II</i>	<i>Les formations de jugement.....</i>	L. 122-1
<i>SECTION III</i>	<i>Le secrétariat de la section du contentieux.....</i>	Néant
<i>SECTION IV</i>	<i>Les assistants de justice.....</i>	L. 122-2
CHAPITRE III	Le conseil d'État dans l'exercice de ses attributions administratives et législatives	L. 123-1 – L. 123-3
<i>SECTION UNIQUE</i>	<i>L'avis sur une proposition de loi.....</i>	L. 123-1 – L. 123-3
TITRE III	DISPOSITIONS STATUTAIRES.....	L. 131-1 – L. 137-1
CHAPITRE I	Dispositions générales	L. 131-1 – L. 131-3
CHAPITRE II	La commission consultative.....	L. 132-1 – L. 132-3
CHAPITRE III	Nominations	L. 133-1 – L. 133-12
<i>SECTION I</i>	<i>Dispositions générales.....</i>	<i>L. 133-1 – L. 133-7</i>
<i>SECTION II</i>	<i>Nomination des membres du conseil d'État choisis parmi les membres du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel</i>	<i>L. 133-8</i>
<i>SECTION III</i>	<i>Dispositions relatives aux maîtres des requêtes en service extraordinaire.....</i>	<i>L. 133-9 – L. 133-12</i>
CHAPITRE IV	Avancement.....	Néant
CHAPITRE V	Positions.....	Néant
CHAPITRE VI	Discipline.....	L. 136-1 – L. 136-2
CHAPITRE VII	La participation des membres du conseil d'État à des activités administratives ou d'intérêt général	L. 137-1

LIVRE II

LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS ET LES COURS ADMINISTRATIVES D'APPEL

L. 211-1 – L. 236-3

TITRE I	ATTRIBUTION.....	L. 211-1 – L. 212-2
CHAPITRE I	Attributions contentieuses.....	L. 211-1 – L. 211-4
CHAPITRE II	Attributions administratives.....	L. 212-1 – L. 212-2
TITRE II	ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT.....	L. 221-1 – L. 227-1
CHAPITRE I	Organisation des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.....	L. 221-1 – L. 221-3

SECTION I	Dispositions communes	L. 221-1
SECTION II	Organisation des tribunaux administratifs	L. 221-2 – L. 221-2-1
SECTION III	Organisation des cours administratives d'appel	L. 221-3
CHAPITRE II	Fonctionnement des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel	L. 222-1 – L. 222-5
SECTION I	Dispositions communes	L. 222-1 – L. 222-2
SECTION II	Fonctionnement des tribunaux administratifs	L. 222-2-1
SECTION III	Fonctionnement des cours administratives d'appel	L. 222-3 – L. 222-5
CHAPITRE III	Dispositions particulières aux tribunaux administratifs des départements et régions d'outre-mer, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon	L. 223-1 – L.O. 6462-9
CHAPITRE IV	Dispositions particulières à la Nouvelle-Calédonie..	L. 224-1 – L. 224-5
SECTION I	La demande d'avis sur le dossier d'un recours pour excès de pouvoir ou d'un recours en appréciation de légalité transmis par le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie	L. 224-3
SECTION II	La saisine pour avis du tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie	L.O. 224-4
SECTION III	La nature juridique d'une disposition d'une loi du pays de la Nouvelle-Calédonie.....	L. 224-5
CHAPITRE V	Dispositions particulières à la Polynésie française....	L. 225-1 – L. 225-2
CHAPITRE V bis	Dispositions particulières aux îles Wallis-et-Futuna	L. 225-4
CHAPITRE VI	Les greffes	
CHAPITRE VII	Les assistants de justice.....	L. 227-1
TITRE III	DISPOSITIONS STATUTAIRES.....	L. 231-1 – L. 236-3
CHAPITRE I	Dispositions générales	L. 231-1 – L. 231-9
CHAPITRE II	Le conseil supérieur des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel	L. 232-1 – L. 232-5
SECTION I	Dispositions générales	L. 232-1 – L. 232-4
SECTION II	Désignation des membres du conseil supérieur.....	
SECTION III	Fonctionnement du conseil supérieur	L. 232-4-1
SECTION IV	Le secrétaire général des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel	L. 232-5
CHAPITRE III	Nomination et recrutement	L. 233-1 – L. 233-9
SECTION I	Dispositions générales	L. 233-1 – L. 233-2
SECTION II	Nomination au tour extérieur	L. 233-3 – L. 233-4-1

SECTION III	Recrutement après détachement	L. 233-5
SECTION IV	Recrutement direct.....	L. 233-6
SECTION V	Maintien en surnombre	L. 233-7 – L. 233-8
SECTION VI	Fin de fonctions.....	L. 233-9
CHAPITRE IV	Avancement.....	L. 234-1 – L. 234-6
CHAPITRE V	Positions.....	Néant
CHAPITRE VI	Discipline.....	L. 236-1 – L. 236-3
CHAPITRE VII	De la participation des membres du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel à des activités administratives ou d'intérêt général	Néant

LIVRE III LA COMPÉTENCE

L. 311-1 – L. 331-1

TITRE I	LA COMPÉTENCE DU PREMIER RESSORT	L. 311-1 – L. 311-12
CHAPITRE I	La compétence en raison de la matière	L. 311-1 – L. 311-12
CHAPITRE II	La compétence territoriale des tribunaux administratifs	Néant
TITRE II	LA COMPÉTENCE D'APPEL.....	L. 321-1 – L. 321-2
CHAPITRE I	La compétence en raison de la matière	L. 321-1 – L. 321-2
CHAPITRE II	La compétence territoriale des cours administratives d'appel	Néant
TITRE III	LE CONSEIL D'ÉTAT JUGE DE CASSATION ...	L. 331-1
TITRE IV	LA CONNEXITÉ.....	Néant
TITRE V	LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS DE COMPÉTENCE	Néant

LIVRE IV L'INTRODUCTION DE L'INSTANCE DU PREMIER RESSORT

L. 411-1

TITRE I	LA REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE.	L. 411-1
---------	-------------------------------------	----------

CHAPITRE I	Présentation de la requête	L. 411-1
CHAPITRE II	Pièces jointes ou productions	Néant
CHAPITRE III	Dépôt de la requête.....	Néant
TITRE II	LES DÉLAIS	Néant
TITRE III	LA REPRÉSENTATION DES PARTIES.....	Néant
TITRE IV	L'AIDE JURIDICTIONNELLE.....	Néant

LIVRE V LE RÉFÉRÉ

L. 511-1 – L. 555-2

TITRE I	LE JUGE DES RÉFÉRÉS	L. 511-1 – L. 511-2
TITRE II	LE JUGE DES RÉFÉRÉS STATUANT EN URGENCE.....	L. 521-1 – L. 523-1
CHAPITRE I	Pouvoirs.....	L. 521-1 – L. 521-4
CHAPITRE II	Procédure	L. 522-1 – L. 522-3
CHAPITRE III	Voies de recours	L. 523-1
TITRE III	LE JUGE DES RÉFÉRÉS ORDONNANT UN CONSTAT OU UNE MESURE D'INSTRUCTION	Néant
TITRE IV	LE JUGE DES RÉFÉRÉS ACCORDANT UNE PROVISION	Néant
TITRE V	DISPOSITIONS DIVERSES ET PARTICULIÈRES À CERTAINS CONTENTIEUX	L. 551-1 – L. 555-2
CHAPITRE I	Le référé en matière de passation de contrats et marchés	L. 551-1 – L. 551-24
SECTION I	Référé précontractuel.....	L. 551-1 – L. 551-12
SOUS-SECTION 1	Contrats passés par les pouvoirs adjudicateurs.....	L. 551-1 – L. 551-4
SOUS-SECTION 2	Contrats passés par les entités adjudicatrices	L. 551-5 – L. 551-9
SOUS-SECTION 3	Dispositions communes.....	L. 551-10 – L. 551-12
SECTION II	Référé contractuel	L. 551-13 – L. 551-23

SOUS-SECTION 1	Nature et présentation du recours	L. 551-13 – L. 551-16
SOUS-SECTION 2	Pouvoirs du juge	L. 551-17 – L. 551-23
SECTION III	<i>Dispositions applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis-et-Futuna</i>	L. 551-24
CHAPITRE II	Le référé en matière fiscale	L. 552-1 – L. 552-3
CHAPITRE III	Le référé en matière de communication audiovisuelle	L. 553-1 – 42-10
CHAPITRE IV	Les régimes spéciaux de suspension	L. 554-1 – L. 554-14
SECTION I	<i>La suspension sur déféré</i>	L. 554-1 – L. 554-9
SECTION II	<i>La suspension en matière d'urbanisme et de protection de la nature ou de l'environnement</i>	L. 554-10 – L. 554-12
SECTION III	<i>Dispositions particulières applicables dans les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la constitution et en Nouvelle-Calédonie en matière de référé</i>	L. 554-13 – L. 554-14
CHAPITRE V	Dispositions diverses	L. 555-1 – L. 555-2

LIVRE VI

L'INSTRUCTION

Néant

LIVRE VII

LE JUGEMENT

L. 721-1 – L. 781-1

TITRE I	L'INSCRIPTION AU RÔLE	Néant
TITRE II	L'ABSTENTION ET LA RÉCUSATION	L. 721-1
TITRE III	LA TENUE DE L'AUDIENCE	L. 731-1 – L. 732-1
CHAPITRE I	Dispositions générales	L. 731-1
CHAPITRE II	Dispositions applicables aux tribunaux administratifs et aux cours administratives d'appel	L. 732-1
TITRE IV	LA DÉCISION	L. 741-1 – L. 741-3
CHAPITRE I	Dispositions générales	L. 741-1 – L. 741-3
SECTION I	<i>Le prononcé de la décision</i>	Néant
SECTION II	<i>Les mentions obligatoires de la décision</i>	Néant
SECTION III	<i>La minute de la décision</i>	Néant

SECTION IV	<i>La rectification des erreurs matérielles devant le tribunal administratif</i>	Néant
SECTION V	<i>L'amende pour recours abusif</i>	Néant
SECTION VI	<i>Dispositions diverses</i>	L. 741-1 – L. 741-3
CHAPITRE II	Dispositions propres aux ordonnances.....	Néant
TITRE V	LA NOTIFICATION DE LA DÉCISION.....	Néant
TITRE VI	LES FRAIS ET DÉPENS	L. 761-1
TITRE VII	DISPOSITIONS SPÉCIALES.....	L.O. 771-1 – L. 779-1
CHAPITRE I	La saisine du tribunal des conflits.....	Néant
CHAPITRE I bis	La question prioritaire de constitutionnalité.....	L.O. 771-1 – L.O. 771-2
CHAPITRE I ter	La médiation.....	L. 771-3 – L. 771-3-2
CHAPITRE II	Le contentieux des impôts directs, des taxes sur le chiffre d'affaires et des taxes assimilées	Néant
CHAPITRE III	Le contentieux des élections	Néant
CHAPITRE IV	Les contraventions de grande voirie	L. 774-1 – L. 774-13
CHAPITRE V	Le contentieux des édifices menaçant ruine.....	Néant
CHAPITRE VI	Le contentieux des obligations de quitter le territoire français et des arrêtés de reconduite à la frontière....	L. 776-1 – L. 776-2
CHAPITRE VII	Le contentieux des refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile.....	L. 777-1
CHAPITRE VIII	Le contentieux du droit au logement et le contentieux de l'urbanisme	L. 778-1 – L. 778-2
CHAPITRE IX	Le contentieux du stationnement des résidences mobiles des gens du voyage.....	L. 779-1
TITRE VIII	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS D'OUTRE-MER.....	L. 781-1

LIVRE VIII

LES VOIES DE RECOURS

L. 811-1 – L. 822-1

TITRE I	L'APPEL	L. 811-1
---------	---------------	----------

TITRE II	LE RECOURS EN CASSATION	L. 821-1 – L. 822-1
CHAPITRE I	Dispositions générales	L. 821-1 – L. 821-2
CHAPITRE II	Procédure d'admission.....	L. 822-1
TITRE III	AUTRES VOIES DE RECOURS	Néant

LIVRE IX L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS

L. 911-1 – L. 911-10

TITRE I	PRINCIPES	L. 911-1 – L. 911-10
TITRE II	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS ET COURS ADMINISTRATIVES D'APPEL.....	Néant
TITRE III	DISPOSITIONS APPLICABLES AU CONSEIL D'ÉTAT.....	Néant

DEUXIÈME PARTIE RÉGLEMENTAIRE

LIVRE I LE CONSEIL D'ÉTAT

R. 112-1 – R. 137-4

TITRE I	ATTRIBUTIONS.....	R. 112-1 – R. 113-4
CHAPITRE I	Attributions contentieuses	Néant
CHAPITRE II	Attributions en matière administrative et législative.....	R. 112-1 – R. 112-3
CHAPITRE III	L'avis sur une question de droit.....	R. 113-1 – R. 113-4
TITRE II	ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT.....	R. 121-1 – R. 123-26
CHAPITRE I	Dispositions générales	R. 121-1 – R. 121-15
SECTION I	Organisation.....	R. 121-1 – R. 121-14
SECTION II	Les conseillers d'État en service extraordinaire.....	R. 121-15

CHAPITRE II	Le conseil d'État dans l'exercice de ses attributions contentieuses.....	R. 122-1 – R. 122-32
SECTION I	Organisation.....	R. 122-1 – R. 122-10
SECTION II	Les formations de jugement.....	R. 122-11 – R. 122-25
SECTION II bis	Tableau national des experts près le conseil d'État	R. 122-25-1
SECTION III	Le secrétariat de la section du contentieux.....	R. 122-26 – R. 122-29
SECTION IV	Les assistants de justice	R. 122-30 – R. 122-32
CHAPITRE III	Le conseil d'État dans l'exercice de ses attributions administratives et législatives	R. 123-1 – R. 123-26
SECTION I	Les sections administratives	R. 123-2 – R. 123-11
SECTION II	L'assemblée générale	R. 123-12 – R. 123-20
SECTION III	La commission permanente	R. 123-21 – R. 123-23
SECTION IV	Dispositions communes	R. 123-24 – R. 123-26
TITRE III	DISPOSITIONS STATUTAIRES.....	R.* 131-1 – R. 137-4
CHAPITRE I	Dispositions générales	R.* 131-1 – R.* 131-2
CHAPITRE II	La commission consultative.....	R. 132-1 – R. 132-3
CHAPITRE III	Nominations	R.* 133-1 – R.* 133-12
SECTION I	Dispositions générales	R.* 133-1 – R.* 133-2-1
SECTION II	Nomination des membres du conseil d'État choisis parmi les magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel	R.* 133-3 – R.* 133-9
SECTION III	Dispositions relatives aux maîtres des requêtes en service extraordinaire.....	R.* 133-10 – R.* 133-12
CHAPITRE IV	Avancement.....	R.* 134-1 – R.* 134-8
CHAPITRE V	Positions.....	R.* 135-1 – R.* 135-11
CHAPITRE VI	Discipline.....	Néant
CHAPITRE VII	La participation des membres du conseil d'État à des activités administratives ou d'intérêt général	R. 137-1 – R. 137-4

LIVRE II

LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS ET LES COURS
ADMINISTRATIVES D'APPEL

R. 212-1 – R. 237-2

TITRE I	ATTRIBUTIONS.....	R. 212-1 – R. 212-4
CHAPITRE I	Attributions contentieuses	Néant

CHAPITRE II	Attributions administratives	R. 212-1 – R. 212-4
TITRE II	ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT.....	R. 221-1 – R. 227-10
CHAPITRE I	Organisation des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel	R. 221-1 – R. 221-21
SECTION I	Dispositions communes	R. 221-1 – R. 221-2
SECTION II	Organisation des tribunaux administratifs	R. 221-3 – R. 221-6
SECTION III	Organisation des cours administratives d'appel	R. 221-7 – R. 221-8
SECTION IV	Tableau des experts auprès des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs de leur ressort..	R. 221-9 – R. 221-21
SOUS-SECTION 1	Dispositions générales	R. 221-9 – R. 221-20
SOUS-SECTION 2	Dispositions particulières aux cours administratives d'appel de Paris et de Versailles	R. 221-21
CHAPITRE II	Fonctionnement des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel	R. 222-1 – R. 222-34
SECTION I	Dispositions communes	R. 222-1 – R. 222-12
SECTION II	Fonctionnement des tribunaux administratifs	R. 222-13 – R. 222-24
SECTION III	Fonctionnement des cours administratives d'appel	R. 222-25 – R. 222-34
CHAPITRE III	Dispositions particulières aux tribunaux administratifs des départements et régions d'outre-mer, de Mayotte, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon	R. 223-1 – R. 223-10
SECTION I	La demande d'avis sur le dossier d'un recours pour excès de pouvoir ou d'un recours en appréciation de légalité transmis par les tribunaux administratifs de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon	R. 223-5 – R. 223-8
SECTION II	Le contrôle juridictionnel spécifique des actes des conseils territoriaux de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin intervenant dans le domaine de la loi	R. 223-9 – R. 223-10
CHAPITRE IV	Dispositions particulières à la Nouvelle-Calédonie..	R. 224-1 – R. 224-14
SECTION I	La demande d'avis sur le dossier d'un recours pour excès de pouvoir transmis par le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie	R. 224-3 – R. 224-6
SECTION II	La saisine pour avis du tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie	R. 224-7 – R. 224-9
SECTION III	La nature juridique d'une disposition d'une loi du pays de la Nouvelle-Calédonie	R. 224-10 – R. 224-12
SECTION IV	Dispositions relatives aux modalités d'application de l'article 197 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie	R. 224-13
SECTION V	Exercice par un électeur ou un contribuable des actions appartenant à la Nouvelle-Calédonie ou à la province..	R. 224-14

CHAPITRE V	Dispositions particulières à la Polynésie française.....	R. 225-1 – R. 225-8-4
SECTION I	<i>La demande d'avis sur le dossier d'un recours pour excès de pouvoir ou d'un recours en appréciation de légalité transmis par le tribunal administratif de la Polynésie française</i>	R. 225-2 – R. 225-5
SECTION II	<i>La saisine pour avis du tribunal administratif de la Polynésie française</i>	R. 225-5-1 – R. 225-8
SECTION III	<i>Le contrôle juridictionnel spécifique des «lois du pays»</i> .	R. 225-8-1
SECTION IV	<i>Dispositions relatives à un référendum local ou à une consultation des électeurs</i>	R. 225-8-2
SECTION V	<i>Dispositions relatives aux modalités d'application de l'article 112 de la loi organique no 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française</i>	R. 225-8-3
SECTION VI	<i>Exercice par un électeur ou un contribuable des actions appartenant à la Polynésie française</i>	R. 225-8-4
CHAPITRE V bis	Dispositions particulières aux îles Wallis-et-Futuna.....	R. 225-9 – R. 225-12
CHAPITRE VI	Les greffes	R. 226-1 – R. 226-14
SECTION I	Dispositions communes aux greffes des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel	R. 226-1 – R. 226-6
SOUS-SECTION 1	Dispositions relatives au personnel	R. 226-1 – R. 226-4
SOUS-SECTION 2	Dispositions relatives au fonctionnement	R. 226-5 – R. 226-6
SECTION II	Dispositions particulières à certains greffes.....	R. 226-7 – R. 226-14
CHAPITRE VII	Les assitants de justice	R. 227-1 – R. 227-10
TITRE III	DISPOSITIONS STATUTAIRES.....	R. 231-1 – R. 237-2
CHAPITRE I	Dispositions générales	R. 231-1 – R. 231-4
CHAPITRE II	Le conseil supérieur des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel	R. 232-1 – R. 232-29
SECTION I	<i>Dispositions générales</i>	Néant
SECTION II	<i>Désignation des membres du conseil supérieur</i>	R. 232-1 – R. 232-18
SECTION III	<i>Fonctionnement du conseil supérieur</i>	R. 232-19 – R. 232-26
SECTION IV	<i>Le secrétaire général des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel</i>	R. 232-27 – R. 232-29
CHAPITRE III	Nomination et recrutement	R. 233-1 – R. 233-14
SECTION I	<i>Dispositions générales</i>	R. 233-1 – R. 233-3
SECTION II	<i>Nomination au tour extérieur</i>	R. 233-4 – R. 233-6
SECTION III	<i>Recrutement après détachement</i>	R. 233-7
SECTION IV	<i>Recrutement direct</i>	R. 233-8 – R. 233-14
SECTION V	<i>Maintien en surnombre</i>	Néant

SECTION VI
[ABROGÉE]

Fin de fonctions..... Ancien art. R. 233-13
[Abrogé]

CHAPITRE IV *Avancement*..... R. 234-1 – R. 234-7

CHAPITRE V *Positions*..... R. 235-1 – R. 235-2

CHAPITRE VI *Discipline*.....

CHAPITRE VII *De la participation des membres du corps des tribu-
naux administratifs et des cours administratives
d'appel à des activités administratives ou d'intérêt
général* R. 237-1 – R. 237-2

LIVRE III

LA COMPÉTENCE

R. 311-1 – R. 351-9

TITRE I **LA COMPÉTENCE DE PREMIER RESSORT**..... R. 311-1 – R. 312-19

CHAPITRE I *La compétence en raison de la matière* R. 311-1 – R. 311-3

CHAPITRE II *La compétence territoriale des tribunaux
administratifs*..... R. 312-1 – R. 312-19

SECTION I *Principes*..... R. 312-1 – R. 312-5

SECTION II *Exceptions*..... R. 312-6 – R. 312-19

TITRE II **LA COMPÉTENCE D'APPEL**..... R. 321-1 – R. 322-3

CHAPITRE I *La compétence en raison de la matière* R. 321-1 – R. 321-2

CHAPITRE II *La compétence territoriale des cours administratives
d'appel* R. 322-1 – R. 322-3

TITRE III **LE CONSEIL D'ÉTAT JUGE DE CASSATION**... Néant

TITRE IV **LA CONNEXITÉ**..... R. 341-1 – R. 344-3

CHAPITRE I *Connexité entre des demandes relevant de la com-
pétence d'un tribunal administratif et des deman-
des relevant de la compétence de premier ressort du
conseil d'État* R. 341-1 – R. 341-4

CHAPITRE II *Connexité entre des demandes relevant de la com-
pétence de deux tribunaux administratifs* R. 342-1 – R. 342-3

CHAPITRE III	Connexité entre des demandes relevant de la compétence d'une cour administrative d'appel et des demandes relevant de la compétence d'appel du conseil d'État.....	R. 343-1 – R. 343-4
CHAPITRE IV	Connexité entre des demandes relevant de la compétence de deux cours administratives d'appel.....	R. 344-1 – R. 344-3
TITRE V	LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS DE COMPÉTENCE	R. 351-1 – R. 351-9

LIVRE IV

L'INTRODUCTION DE L'INSTANCE DE PREMIER RESSORT

R. 411-1 – R. 441-1

TITRE I	LA REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE.	R. 411-1 – R. 414-5
CHAPITRE I	Présentation de la requête	R. 411-1 – R. 411-7
CHAPITRE II	Pièces jointes ou productions	R. 412-1 – R. 412-3
CHAPITRE III	Dépôt de la requête.....	R. 413-1 – R. 413-6
CHAPITRE IV	Transmission de la requête par voie électronique.....	R. 414-1 – R. 414-5
TITRE II	LES DÉLAIS	R. 421-1 – R. 421-7
TITRE III	LA REPRÉSENTATION DES PARTIES.....	R. 431-1 – R. 432-4
CHAPITRE I	La représentation des parties devant le tribunal administratif.....	R. 431-1 – R. 431-10-1
CHAPITRE I <i>bis</i>	La représentation des parties devant la cour administrative d'appel	R. 431-11 – R. 431-13
CHAPITRE II	La représentation des parties devant le conseil d'État.....	R. 432-1 – R. 432-4
TITRE IV	L'AIDE JURIDICTIONNELLE.....	R. 441-1

LIVRE V

LE RÉFÉRÉ

R. 522-1 – R. 557-2

TITRE I	LE JUGE DES RÉFÉRÉS.....	Néant
---------	--------------------------	-------

TITRE II	LE JUGE DES RÉFÉRÉS STATUANT EN URGENCE.....	R. 522-1 – R. 523-3
CHAPITRE I	Pouvoirs.....	Néant
CHAPITRE II	Procédure	R. 522-1 – R. 522-14
CHAPITRE III	Voies de recours	R. 523-1 – R. 523-3
TITRE III	LE JUGE DES RÉFÉRÉS ORDONNANT UN CONSTAT OU UNE MESURE D'INSTRUCTION.....	R. 531-1 – R. 533-3
CHAPITRE I	Le constat.....	R. 531-1 – R. 531-2
CHAPITRE II	Le référé instruction.....	R. 532-1 – R. 532-5
CHAPITRE III	Voies de recours	R. 533-1 – R. 533-3
TITRE IV	LE JUGE DES RÉFÉRÉS ACCORDANT UNE PROVISION	R. 541-1 – R. 541-6
CHAPITRE UNIQUE	.....	R. 541-1 – R. 541-6
TITRE V	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINS CONTENTIEUX.....	R. 551-1 – R. 557-2
CHAPITRE I	Le référé en matière de passation de contrats et marchés	R. 551-1 – R. 551-10
SECTION I	Référé précontractuel.....	R. 551-1 – R. 551-6
SOUS-SECTION 1	Contrats passés par les pouvoirs adjudicateurs.....	R. 551-1
SOUS-SECTION 2	Contrats passés par les entités adjudicatrices	R. 551-2
SOUS-SECTION 3	Dispositions communes.....	R. 551-3 – R. 551-6
SECTION II	Référé contractuel.....	R. 551-7 – R. 551-10
SOUS-SECTION 1	Nature et présentation du recours.....	R. 551-7 – R. 551-10
CHAPITRE II	Le référé en matière fiscale.....	Néant
CHAPITRE III	Le référé en matière de communication audiovisuelle.....	Néant
CHAPITRE IV	Les régimes spéciaux de suspension.....	R. 554-1
CHAPITRE V	Le référé en matière d'informatique et libertés.....	R. 555-1 – R. 555-2
CHAPITRE VI	Le référé en matière de bâtiments menaçant ruine et de sécurité des immeubles collectifs à usage principal d'habitation.....	R. 556-1
CHAPITRE VII	Le référé sur saisine du défenseur des droits	R. 557-1 – R. 557-2

LIVRE VI

L'INSTRUCTION

R. 611-1 – R. 636-1

TITRE I	LA PROCÉDURE ORDINAIRE.....	R. 611-1 – R. 613-5
CHAPITRE I	La communication de la requête et des mémoires	R. 611-1 – R. 611-30
SECTION I	Dispositions générales.....	R. 611-1 – R. 611-8-1
SECTION I bis	Dispositions propres à la communication électronique .	R. 611-8-2 – R. 611-8-5
SECTION II	Dispositions applicables devant les tribunaux administratifs.....	R. 611-9 – R. 611-15-1
SECTION III	Dispositions applicables devant les cours administratives d'appel.....	R. 611-16 – R. 611-19
SECTION IV	Dispositions applicables devant le conseil d'État.....	R. 611-20 – R. 611-30
CHAPITRE II	La demande de régularisation et la mise en demeure.....	R. 612-1 – R. 612-6
CHAPITRE III	La clôture de l'instruction.....	R. 613-1 – R. 613-5
SECTION I	Dispositions applicables aux tribunaux administratifs et aux cours administratives d'appel.....	R. 613-1 – R. 613-4
SECTION II	Dispositions applicables au conseil d'État.....	R. 613-5
TITRE II	LES DIFFÉRENTS MOYENS D'INVESTIGATION.....	R. 621-1 – R. 626-4
CHAPITRE I	L'expertise.....	R. 621-1 – R. 621-14
SECTION I	Nombre et désignation des experts.....	R. 621-2 – R. 621-6-4
SECTION II	Opérations d'expertise.....	R. 621-7 – R. 621-8-1
SECTION III	Rapport d'expertise.....	R. 621-9 – R. 621-10
SECTION IV	Frais d'expertise.....	R. 621-11 – R. 621-14
CHAPITRE II	La visite des lieux.....	R. 622-1
CHAPITRE III	L'enquête.....	R. 623-1 – R. 623-8
SECTION I	Procédure de l'enquête.....	R. 623-1 – R. 623-5
SECTION II	Procès-verbal de l'enquête.....	R. 623-6 – R. 623-7
SECTION III	Frais de l'enquête.....	R. 623-8
CHAPITRE IV	Les vérifications d'écritures.....	R. 624-1 – R. 624-2
CHAPITRE V	Les autres mesures d'instruction.....	R. 625-1 – R. 625-3
CHAPITRE VI	Dispositions diverses.....	R. 626-1 – R. 626-4
TITRE III	LES INCIDENTS DE L'INSTRUCTION.....	R. 631-1 – R. 636-1

CHAPITRE I	La demande incidente.....	R. 631-1
CHAPITRE II	L'intervention.....	R. 632-1
CHAPITRE III	L'inscription de faux	R. 633-1
CHAPITRE IV	Les reprises d'instance et constitution de nouvel avocat.....	R. 634-1 – R. 634-2
CHAPITRE V	Le désaveu	R. 635-1 – R. 635-3
CHAPITRE VI	Le désistement.....	R. 636-1

LIVRE VII

LE JUGEMENT

R. 711-1 – R. 781-3

TITRE I	L'INSCRIPTION AU RÔLE.....	R. 711-1 – R. 712-2
CHAPITRE I	Dispositions applicables aux tribunaux administratifs et aux cours administratives d'appel.....	R. 711-1 – R. 711-4
CHAPITRE II	Dispositions applicables au conseil d'État.....	R. 712-1 – R. 712-2
TITRE II	L'ABSTENTION ET LA RÉCUSATION	R. 721-1 – R. 721-9
TITRE III	LA TENUE DE L'AUDIENCE ET LE DÉLIBÉRÉ	R. 731-1 – R. 733-3
CHAPITRE I	Dispositions générales	R. 731-1 – R. 731-5
CHAPITRE II	Dispositions applicables aux tribunaux administratifs et aux cours administratives d'appel.....	R. 732-1 – R. 732-2
CHAPITRE III	Dispositions applicables au conseil d'État.....	R. 733-1 – R. 733-3
TITRE IV	LA DÉCISION	R. 741-1 – R. 742-6
CHAPITRE I	Dispositions générales	R. 741-1 – R. 741-12
SECTION I	<i>Le prononcé de la décision</i>	<i>R. 741-1</i>
SECTION II	<i>Les mentions obligatoires de la décision.....</i>	<i>R. 741-2 – R. 741-6</i>
SECTION III	<i>La minute de la décision.....</i>	<i>R. 741-7 – R. 741-10</i>
SECTION IV	<i>La rectification des erreurs matérielles non susceptibles d'avoir exercé une influence sur le jugement de l'affaire</i>	<i>R. 741-11</i>
SECTION V	<i>L'amende pour recours abusif.....</i>	<i>R. 741-12</i>
SECTION VI	<i>Dispositions diverses</i>	<i>Néant</i>
CHAPITRE II	Dispositions propres aux ordonnances.....	R. 742-1 – R. 742-6

TITRE V	LA NOTIFICATION DE LA DÉCISION.....	R. 751-1 – R. 751-13
TITRE VI	LES FRAIS ET DÉPENS	R. 761-1 – R. 761-5
TITRE VII	DISPOSITIONS SPÉCIALES.....	R. 771-1 – R. 779-10
CHAPITRE I	La saisine du tribunal des conflits.....	R. 771-1 – 35
CHAPITRE I bis	La question prioritaire de constitutionnalité.....	R.* 771-3 – R.* 771-21
SECTION I	<i>Dispositions applicables devant les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel</i>	<i>R.* 771-3 – R.* 771-12</i>
SECTION II	<i>Dispositions applicables devant le conseil d'État.....</i>	<i>R.* 771-13 – R.* 771-21</i>
CHAPITRE II	Le contentieux des impôts directs, des taxes sur le chiffre d'affaires et des taxes assimilées	R. 772-1 – R. 772-4
CHAPITRE II bis	Les contentieux sociaux.....	R. 772-5 – R. 772-9
CHAPITRE III	Le contentieux des élections	R. 773-1 – R. 773-6
CHAPITRE IV	Les contraventions de grande voirie	Néant
CHAPITRE VI	Le contentieux des obligations de quitter le territoire et des arrêtés de reconduite à la frontière	R. 776-1 – R. 776-28
SECTION I	<i>Dispositions communes</i>	<i>R. 776-1 – R. 776-9</i>
SECTION II	<i>Dispositions applicables en l'absence de placement en rétention ou d'assignation à résidence</i>	<i>R. 776-10 – R. 776-13</i>
SECTION III	<i>Dispositions applicables en cas de placement en rétention ou d'assignation à résidence.....</i>	<i>R. 776-14 – R. 776-28</i>
CHAPITRE VII	Le contentieux des refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile.....	R. 777-1 – R. 777-2
CHAPITRE VIII	Le contentieux du droit au logement et le contentieux de l'urbanisme	R. 778-1 – R. 778-9
CHAPITRE IX	Autres dispositions	R. 779-1 – R. 779-10
SECTION I	<i>Le contentieux du stationnement des résidences mobiles des gens du voyage</i>	<i>R. 779-1 – R. 779-8</i>
SECTION II	<i>Les actions en matière de discriminations</i>	<i>R. 779-9</i>
SECTION III	<i>Dispositions relatives au référendum local et à la consultation des électeurs par les collectivités territoriales</i>	<i>R. 779-10</i>
TITRE VIII	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS D'OUTRE-MER.....	R. 781-1 – R. 781-3

LIVRE VIII

LES VOIES DE RECOURS

R. 811-1 – R. 834-4

TITRE I	L'APPEL	R. 811-1 – R. 811-19
TITRE II	LE RECOURS EN CASSATION	R. 821-1 – R. 822-6
CHAPITRE I	Dispositions générales	R. 821-1 – R. 821-6
CHAPITRE II	Procédure d'admission.....	R. 822-1 – R. 822-6
TITRE III	AUTRES VOIES DE RECOURS	R. 831-1 – R. 834-4
CHAPITRE I	L'opposition.....	R. 831-1 – R. 831-6
CHAPITRE II	La tierce opposition	R. 832-1 – R. 832-5
CHAPITRE III	Le recours en rectification d'erreur matérielle	R. 833-1 – R. 833-2
CHAPITRE IV	Le recours en révision.....	R. 834-1 – R. 834-4

LIVRE IX

L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS

R. 911-1 – R. 931-9

TITRE I	PRINCIPES	R. 911-1
TITRE II	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS ET COURS ADMINISTRATIVES D'APPEL.....	R. 921-1 – R. 921-8
TITRE III	DISPOSITIONS APPLICABLES AU CONSEIL D'ÉTAT.....	R. 931-1 – R. 931-9

Décret-Loi du 6 septembre 1926 (suppression des conseils de préfecture et création des conseils de préfecture interdépartementaux) p. 578





Décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 (délais de recours contentieux en matière administrative) p. 578

Loi n° 72-439 du 30 mai 1972 (contentieux des dommages de guerre) p. 578

Décret n° 80-974 du 4 décembre 1980 (comités consultatifs de règlement des dommages engageant la responsabilité de l'État et des établissements publics de l'État n'ayant pas un caractère industriel et commercial) p. 579

Décret n° 94-980 du 14 novembre 1994 (délivrance de documents par le Conseil d'État, les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs)	p. 579
Ordonnance n° 2000-387 du 4 mai 2000 (partie Législative du code de justice administrative)	p. 579
Décret n° 2000-388 du 4 mai 2000 (partie Réglementaire du code de justice administrative (décrets en Conseil d'État délibérés en conseil des ministres))	p. 580
Décret n° 2000-389 du 4 mai 2000 (partie Réglementaire du code de justice administrative (Décrets en Conseil d'État))	p. 581
Décret n° 2005-222 du 10 mars 2005 (Expérimentation de l'introduction et de la communication des requêtes et mémoires et de la notification des décisions par voie électronique)	p. 582

AIDE JURIDIQUE

Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 (aide juridique)	p. 585
Décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 (application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique)	p. 607
Circulaire du 11 avril 2011 (présentation des dispositions de la loi de finances pour 2011 et du décret du 15 mars 2011 relatives à l'aide juridictionnelle)	
Circulaire du 29 avril 2011 (application des règles de recouvrement des créances étrangères à l'impôt et au domaine au recouvrement des dépenses d'aide juridictionnelle et nouveau circuit du rétablissement des crédits)	
Circulaire du 21 mars 2012 (relative au décret n° 2012-350 du 12 mars 2012 [aide juridictionnelle et aide à l'intervention de l'avocat] – dispositions d'application de l'article 54 de la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011)	
Circulaire du 25 juin 2012 (portant présentation des principales dispositions des décrets n° 2012-66 du 20 janvier 2012 [résolution amiable des différends], n° 2012-349 du 12 mars 2012 [rétributions des missions d'aide juridictionnelle accomplies par les avoués et les avocats devant la cour d'appel], n° 2012-350 du 12 mars 2012 [aide juridictionnelle, aide à l'intervention de l'avocat, attestations de mission, table des natures de procédure et logiciels])	

CONFLIT

Ordonnance du 1 ^{er} juin 1828 (conflits d'attribution)	p. 670
Ordonnance du 12 mars 1831 (modifiant celle du 2 février précédent sur la publicité des séances du Conseil d'État et le mode de décision des affaires contentieuses et des conflits)	p. 679

Décret du 26 octobre 1849 (les formes de procéder du Tribunal des conflits)	p. 679
Loi du 4 février 1850 (organisation du Tribunal des conflits)	p. 688
Loi du 24 mai 1872 (organisation du Conseil d'État)	p. 688
Décret du 24 juillet 1885 (le Tribunal des conflits)	p. 733
Loi du 20 avril 1932 (recours devant le Tribunal des conflits contre les décisions définitives rendues par les tribunaux judiciaires et les tribunaux administratifs lorsqu'elles présentent contrariété aboutissant à un déni de justice)	p. 733
Loi n° 57-1424 du 31 décembre 1957	p. 736

PARTIE II

JURIDICTIONS FINANCIÈRES

Code des juridictions financières

PREMIÈRE PARTIE

LÉGISLATIVE

LIVRE I

LA COUR DES COMPTES

L. 111-1 – L. 143-14

TITRE I	MISSIONS ET ORGANISATION	L. 111-1 – L. 112-9
CHAPITRE I	Missions	L. 111-1 – L. 111-10
CHAPITRE II	Organisation	L. 112-1 – L. 112-9
SECTION I	Composition.....	L. 112-1 – L. 112-2
SECTION II	Installation des magistrats	L. 112-3 – L. 112-4
SECTION III	Conseillers maîtres en service extraordinaire	L. 112-5 – L. 112-6
SECTION IV	Rapporteurs extérieurs	L. 112-7 – L. 112-7-1
SECTION IV bis	Participation de magistrats des chambres régionales et territoriales des comptes aux travaux de la Cour des comptes.....	L. 112-7-2
SECTION V	Conseil supérieur de la Cour des comptes	L. 112-8
SECTION VI	Magistrats honoraires.....	L. 112-9
TITRE II	DISPOSITIONS STATUTAIRES.....	L. 120-1 – L. 123-17

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	Dispositions générales	L. 120-1 – L. 120-4
CHAPITRE I	Nominations	L. 121-1 – L. 121-3
CHAPITRE II	Avancements	L. 122-1 – L. 122-6
CHAPITRE III	Discipline	L. 123-1 – L. 123-17
TITRE III	COMPÉTENCES ET ATTRIBUTIONS	L. 131-1 – L. 135-1
CHAPITRE I	Compétences juridictionnelles	L. 131-1 – L. 131-13
SECTION I	<i>Jugement des comptes</i>	L. 131-1 – L. 131-2
SECTION II	<i>Contrôle de la Caisse des dépôts et consignations</i>	L. 131-3
SECTION III	<i>Contrôle de l'apurement administratif des comptes</i>	L. 131-4 – L. 131-5
SECTION IV	<i>Condamnation des comptables à l'amende</i>	L. 131-6 – L. 131-13
CHAPITRE II	Relations avec le parlement	L.O. 132-1 – L. 132-6
CHAPITRE III	Contrôle des entreprises publiques et d'organismes bénéficiant de concours financiers publics	L. 133-1 – L. 133-5
CHAPITRE IV	Contrôle de la sécurité sociale	L. 134-1 – L. 134-2
CHAPITRE V	Communication des observations	L. 135-1
CHAPITRE VI	Rapports publics	Néant
TITRE IV	PROCÉDURE	L. 141-1 A – L. 143-14
CHAPITRE I	Règles générales de procédure	L. 141-1 A – L. 141-10
CHAPITRE II	Dispositions relatives aux activités juridictionnelles	L. 142-1 – L.O. 142-2
CHAPITRE III	Dispositions relatives aux procédures applicables en matière non juridictionnelle	L. 143-1 – L. 143-14
SECTION I	<i>Communication des observations</i>	L. 143-1 – L. 143-5
SECTION II	<i>Rapports publics de la Cour des comptes</i>	L. 143-6 – L. 143-10-1
SECTION III	<i>Dispositions relatives aux procédures spécifiques au contrôle des établissements publics et des organismes bénéficiant de concours financiers publics</i>	L. 143-11
SECTION IV	<i>Dispositions relatives aux procédures spécifiques au contrôle de la sécurité sociale</i>	Néant
SECTION V	<i>Dispositions relatives aux procédures spécifiques à l'assurance de la qualité des comptes des administra- tions publiques</i>	Néant
SECTION VI	<i>Dispositions relatives aux procédures spécifiques à la contribution et à l'évaluation des politiques publiques</i> ..	Néant

SECTION VII	<i>Dispositions relatives aux procédures spécifiques à l'assistance au gouvernement</i>	L. 143-14
--------------------	---	------------------

LIVRE II

LES CHAMBRES RÉGIONALES ET TERRITORIALES DES COMPTES

L. 210-1 – L.O. 274-5

PARTIE I

Les chambres régionales des comptes

L. 210-1 – L. 256-1

TITRE I	MISSIONS ET ORGANISATION	L. 210-1 – L. 212-19
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE [ABROGÉ]	.....	L. 210-1 [Abrogé]
CHAPITRE I	Missions	L. 211-1 – L. 211-9
CHAPITRE II	Organisation	L. 212-1 – L. 212-19
SECTION I	<i>Organisation des juridictions</i>	L. 212-1 – L. 212-15
SOUS-SECTION 1	<i>Dispositions générales</i>	L. 212-1 – L. 212-11
SOUS-SECTION 2	<i>Dispositions particulières aux régions d'outre-mer..</i>	L. 212-12 à L. 212-15
SOUS-SECTION 3 [ABROGÉE]	<i>Dispositions particulières à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon</i>	[Abrogée]
SECTION II	<i>Le conseil supérieur des chambres régionales des comptes</i>	L. 212-16 – L. 212-19
TITRE II	DISPOSITIONS STATUTAIRES.....	L. 220-1 – L. 224-1
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	.....	L. 220-1 – L. 220-2
CHAPITRE I	Nominations	L. 221-1 – L. 221-9
CHAPITRE II	Obligations et incompatibilités.....	L. 222-1 – L. 222-7
CHAPITRE III	Discipline	L. 223-1 – L. 223-11
CHAPITRE IV	Recrutement direct	L. 224-1
TITRE III	COMPÉTENCES ET ATTRIBUTIONS	L. 231-1 – L. 3 et 4
CHAPITRE I	Compétences juridictionnelles.....	L. 231-1 – L. 231-13
SECTION I	<i>Jugement des comptes</i>	L. 231-1 – L. 231-6
SECTION II	<i>Contrôle de l'apurement administratif des comptes</i>	L. 231-7 – L. 231-9

SECTION III	<i>Condamnation des comptables à l'amende.....</i>	L. 231-10 – L. 231-13
CHAPITRE II	<i>Contrôle des actes budgétaires et de l'exécution des budgets.....</i>	L. 232-1 – L. 232-8
SECTION I	<i>Dispositions communes</i>	L. 232-1 – L. 232-2
SECTION II	<i>Dispositions particulières aux syndicats de communes .</i>	L. 232-3 – L. 5212-25
SECTION III	<i>Des établissements publics locaux d'enseignement.....</i>	L. 232-4 – L. 421-13
SECTION IV	<i>Des établissements publics de santé</i>	L. 232-5 – L. 232-6
SECTION V	<i>Des offices publics de l'habitat soumis aux règles applicables aux entreprises de commerce</i>	L. 232-7
SECTION VI	<i>Du centre national de la fonction publique territoriale</i>	L. 232-8
CHAPITRE III	<i>Ordres de réquisition</i>	L. 233-1 – L. 233-3
CHAPITRE IV	<i>Contrôle de certaines conventions</i>	L. 234-1 – L. 234-2
CHAPITRE V	<i>Contrôle des actes des sociétés d'économie mixte locales</i>	L. 235-1 – L. 1524-2
CHAPITRE VI	<i>Prestation de serment des comptables</i>	L. 236-1
CHAPITRE VII	<i>Dispositions particulières concernant la collectivité territoriale de corse.....</i>	L. 237-1 – l. 3 et 4
TITRE IV	PROCÉDURE.....	L. 241-1 – L. 245-4
CHAPITRE I	<i>Règles générales de procédure.....</i>	L. 241-1 – L. 241-9
CHAPITRE II	<i>Dispositions relatives aux activités juridictionnelles.....</i>	L. 242-1
CHAPITRE III	<i>Dispositions relatives à l'examen de la gestion</i>	L. 243-1 – L. 243-6
CHAPITRE IV	<i>Contrôle budgétaire.....</i>	L. 244-1 – L. 244-2
CHAPITRE V	<i>Voies de recours</i>	L. 245-1 – L. 245-4
TITRE V	DISPOSITIONS APPLICABLES À MAYOTTE, À SAINT-BARTHÉLEMY, À SAINT-MARTIN ET À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	L. 250-1 à L. – L. 256-1

PARTIE II

Dispositions applicables en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française

L. 261-1 – L.O. 274-5

TITRE VI	DISPOSITIONS APPLICABLES EN NOUVELLE-CALÉDONIE.....	L. 261-1 à L. – L. 264-7
-----------------	--	---------------------------------

CHAPITRE I	Du rapport public de la Cour des comptes	L. 261-1 – L. 261-3
CHAPITRE II	De la chambre territoriale des comptes	L. 262-1 – L. 262-58
SECTION PRÉLIMINAIRE	Création	L. 262-1
SECTION I	Missions	L.O. 262-2 – L. 262-13
SECTION II	Organisation.....	L. 262-14 – L. 262-28
SECTION III	Dispositions statutaires	L. 262-29 – L. 262-30
SECTION IV	Compétences et attributions juridictionnelles	L.O. 262-31 – L. 262-40
SECTION IV bis	Contrôle de certaines conventions	L.O. 262-40-1
SECTION V	Contrôle des actes des sociétés d'économie mixte locales	L. 262-41
SECTION VI	Procédure.....	L.O. 262-42 – L. 262-55
SECTION VII	Voies de recours.....	L. 262-56 – L. 262-58
CHAPITRE III	Contrôle des actes budgétaires et de l'exécution des budgets.....	L.O. 263-1 – L. 263-26
SECTION I	Des provinces et du territoire.....	L.O. 263-1 – L.O. 263-7
SECTION II	Des communes et des établissements publics commu- naux et intercommunaux	L. 263-8 à L. – L. 263-26
CHAPITRE IV	Des comptables	L. 264-1 – L. 264-7
SECTION I	Dispositions statutaires	L. 264-1 – L. 264-3
SECTION II	Obligations et missions	L.O. 264-4 – L. 264-7
TITRE VII	DISPOSITIONS APPLICABLES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE	L. 271-1 – L.O. 274-5
CHAPITRE I	Du rapport public de la Cour des comptes	L. 271-1 – L. 271-3
CHAPITRE II	De la chambre territoriale des comptes	L. 272-1 – L. 272-60
SECTION PRÉLIMINAIRE	Création	L. 272-1
SECTION I	Missions	L.O. 272-2 – L.O. 272-14
SECTION II	Organisation.....	L. 272-15 – L. 272-29
SECTION III	Dispositions statutaires	L. 272-30 – L. 272-31
SECTION IV	Compétences et attributions juridictionnelles	L.O. 272-32 – L. 272-38
SECTION V	Contrôle des actes des sociétés d'économie mixte créées par le territoire.....	L. 272-39
SECTION VI	Procédure.....	L.O. 272-40 – L. 272-53
SECTION VII	Voies de recours.....	L. 272-54 – L. 272-56
SECTION VIII	Dispositions concernant les exercices 1991, 1992 et 1993	L. 272-57 – L. 272-60

CHAPITRE III	Contrôle des actes budgétaires et de l'exécution du budget du territoire, des communes et des établissements publics	L.O. 273-1 – L. 273-7
SECTION I	<i>Contrôle des actes budgétaires et de l'exécution du budget de la Polynésie française</i>	L.O. 273-1 – L.O. 273-4
SECTION II	<i>Contrôle des actes budgétaires et de l'exécution du budget des communes, de leurs groupements et de leurs établissements publics</i>	L. 273-5 – L. 273-7
CHAPITRE IV	Des comptes	L. 274-1 – L.O. 274-5
SECTION I	Dispositions statutaires	L. 274-1 – L. 274-3
SECTION II	Obligations et missions	L.O. 274-4 – L.O. 274-5

LIVRE III

LES INSTITUTIONS ASSOCIÉES À LA COUR DES COMPTES

L. 311-1 – L. 351-13

TITRE I	LA COUR DE DISCIPLINE BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE	L. 311-1 – L. 316-1
CHAPITRE I	Organisation	L. 311-1 – L. 311-8
CHAPITRE II	Personnes justiciables de la cour	L. 312-1 – L. 312-2
CHAPITRE III	Infractions et sanctions	L. 313-1 – L. 313-14
CHAPITRE IV	Procédure devant la cour	L. 314-1 – L. 314-20
CHAPITRE V	Voies de recours	L. 315-1 – L. 315-3
CHAPITRE VI	Rapport public	L. 316-1
TITRE II	COMITÉ CENTRAL D'ENQUÊTE SUR LE COÛT ET LE RENDEMENT DES SERVICES PUBLICS	Néant
TITRE III	CONSEIL DES IMPÔTS	Néant
TITRE V	LE CONSEIL DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES	L. 351-1 – L. 351-13
CHAPITRE UNIQUE	.....	L. 351-1 – L. 351-13

DEUXIÈME PARTIE

RÈGLEMENTAIRE

LIVRE PREMIER

LA COUR DES COMPTES

R. 111-1 – D. 144-5

TITRE I	MISSIONS ET ORGANISATION	R. 111-1 – R. 112-30
CHAPITRE I	Missions	R. 111-1 – R. 111-3
CHAPITRE II	Organisation	R.* 112-1 – R. 112-30
SECTION I	Composition.....	R.* 112-1 – R. 112-12-1
SECTION II	Installation et serment des magistrats	Néant
SECTION III	Conseillers maîtres en service extraordinaire	R. 112-12-2
SECTION IV	Rapporteurs extérieurs. — Magistrats et fonctionnaires détachés dans le corps des magistrats de la Cour des comptes	R. 112-13 – R. 112-14-2
SECTION V	Formations.....	R. 112-15 – R. 112-24-1
SECTION VI	Assistants de la Cour des comptes	R. 112-25 – R. 112-27
SECTION VI-1	Experts	R. 112-27-1
SECTION VII	Le conseil supérieur de la Cour des comptes	R. 112-28 – R. 112-30
SECTION VIII	Magistrats honoraires.....	Néant
TITRE II	DISPOSITIONS STATUTAIRES.....	R.* 121-1 – R. 126-9
CHAPITRE I	Nominations	R.* 121-1 – R.* 121-2
CHAPITRE II	Avancements	R.* 122-1 – R. 122-8
CHAPITRE III	Mobilité.....	R.* 123-1 – R.* 123-2
CHAPITRE IV	Assistants de la Cour des comptes	R. 124-1 – R. 124-2
CHAPITRE V	Rapporteurs extérieurs	R. 125-1 – R. 125-3
CHAPITRE VI	Discipline.....	R. 126-1 – R. 126-9
TITRE III	COMPÉTENCES ET ATTRIBUTIONS	R. 131-1 – D. 134-26
CHAPITRE I	Compétences juridictionnelles.....	R. 131-1 – R. 131-46
SECTION I	Jugement des comptes	R. 131-2 – R. 131-13
SOUS-SECTION 1	Jugement des comptes des comptables patents	R. 131-2 – D. 131-11
§ 1	Dispositions générales	R. 131-2 – R. 131-7
§ 2	Dispositions concernant les receveurs des adminis- trations financières.....	D. 131-8 – D. 131-11

SOUS-SECTION 2	Jugement des gestions de fait.....	R. 131-12 – R. 131-13
SECTION II	<i>Contrôle de la Caisse des dépôts et consignations</i>	R. 131-14 – R. 131-25
SECTION III	<i>Contrôle de l'apurement administratif des comptes</i>	D. 131-26 – D. 131-36
SECTION IV	<i>Condamnation des comptables à l'amende pour retard</i>	D. 131-37 – D. 131-40
SECTION V	<i>Jugement des appels</i>	R. 131-41 – R. 131-46
CHAPITRE II	Relations avec le parlement.....	Néant
CHAPITRE III	Contrôle des entreprises publiques et d'organismes bénéficiant de concours financiers publics.....	R. 133-1 – R. 133-5
CHAPITRE IV	Contrôle de la sécurité sociale	R. 134-1 – D. 134-26
SECTION I	<i>Le contrôle de la Cour des comptes et le comité de pilotage</i>	R. 134-1 – D. 134-7
SECTION II	<i>Procédure et suivi des contrôles</i>	R. 134-8 – D. 134-13
SECTION III [ABROGÉE]	<i>Les attributions des comités d'examen des comptes</i>	R. 134-14 – D. 134-16 [abrogés]
SECTION IV [ABROGÉE]	<i>Les contrôles des comptes et de la gestion</i>	D. 134-17 à D. 134-20 [abrogés]
SECTION V [ABROGÉE]	<i>Les suites données aux contrôles par la Cour des comptes</i>	R. 134-21 à R. 134-26 [abrogés]
TITRE IV	PROCÉDURE	R. 141-1 – D. 144-5
CHAPITRE I	Règles générales de procédure.....	R. 141-1 – R. 141-8
SECTION I [ABROGÉE]	<i>Dispositions communes aux activités juridictionnelles et administratives</i>	R. 141-1 – R. 141-8 [abrogés]
CHAPITRE II	Dispositions relatives aux activités juridictionnelles ..	R. 142-1 – R. 142-25
SECTION I	<i>Dispositions relatives au jugement des comptes des comptables patents</i>	R. 142-1 – R. 142-13
SECTION II	<i>Dispositions relatives aux jugements des comptes des comptables de fait</i>	R. 142-14
SECTION III	<i>Voies de recours et révisions</i>	R. 142-15 – R. 142-16
SECTION IV	<i>Notification des arrêts et des ordonnances</i>	D. 142-17 – D. 142-21
SECTION V	<i>Dispositions diverses</i>	D. 142-22 – R. 142-25
CHAPITRE III	Dispositions relatives aux procédures applicables en matière non juridictionnelle.....	R. 143-1 – R. 143-18
SECTION I	<i>Communication des observations</i>	R. 143-1 – R. 143-4
SECTION II	<i>Rapports publics de la Cour des comptes</i>	R. 143-5 – R. 143-7
SECTION III	<i>Dispositions relatives aux procédures spécifiques à l'assurance de la qualité des comptes des administra- tions publiques</i>	R. 143-8 – R. 143-13

SECTION IV	<i>Dispositions relatives aux procédures spécifiques à la contribution à l'évaluation des politiques publiques</i>	R. 143-14 – R. 143-18
CHAPITRE IV	<i>Règles particulières concernant les contrôles prévus à l'article L. 111-8</i>	R. 144-1 – D. 144-5

LIVRE II

LES CHAMBRES RÉGIONALES ET TERRITORIALES DES COMPTES

R. 211-1 – R. 273-32

PARTIE I

Les chambres régionales des comptes

R. 211-1 – R. 245-3

TITRE I	MISSIONS ET ORGANISATION	R. 211-1 – R.* 212-56
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	.....	Néant
CHAPITRE I	Missions	R. 211-1 – R. 211-3
CHAPITRE II	Organisation	R. 212-1 – R.* 212-56
SECTION I	Organisation des juridictions	R. 212-1 – R. 212-33-1
SOUS-SECTION 1	Dispositions générales	R. 212-1 – R. 212-28
§ 1	Le siège, la désignation et la gestion des chambres ...	R. 212-1 – R. 212-4
§ 2	Les sections	R. 212-5 – R. 212-6
§ 3	Le président et le vice-président	R. 212-7 – R. 212-8-1
§ 4	Le président de section	R. 212-9 – R. 212-12-2
§ 5	Les rapporteurs auprès des chambres	R. 212-13
§ 6	Prestation de serment des magistrats	R. 212-14
§ 7	Le ministère public	R. 212-15 – R. 212-22
§ 8	Le secrétaire général	R. 212-23 – R. 212-25
§ 9	Le greffe	R. 212-26 – R. 212-28
SOUS-SECTION 2	Dispositions particulières aux régions d'outre-mer..	R. 212-29
SOUS-SECTION 3	Fonctionnement des chambres	R. 212-30 – R. 212-33-1
SECTION II	<i>Le conseil supérieur des chambres régionales des comptes</i>	<i>R. 212-34 – R.* 212-56</i>
SOUS-SECTION 1	Désignation des membres du conseil supérieur des chambres régionales des comptes	R. 212-34 – R. 212-51
SOUS-SECTION 2	Fonctionnement du conseil supérieur des chambres régionales des comptes	R. 212-52 – R.* 212-56
TITRE II	DISPOSITIONS STATUTAIRES.....	R. 221-1 – R. 228-7

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	Néant
CHAPITRE I Nominations	R. 221-1 – R. 221-15
CHAPITRE II Obligations et incompatibilités	R. 222-1 – R. 222-6
CHAPITRE III Discipline	R. 223-1 – R. 223-9
CHAPITRE IV Avancement	R. 224-1 – R. 224-8
CHAPITRE V Évaluation et notation	R. 225-1 – R. 225-2
CHAPITRE VI Positions des magistrats	R. 226-1 – R. 226-8
SECTION I Mobilité	R. 226-1 – R. 226-4
SECTION II Détachement	R. 226-5 – R. 226-6
SECTION III Disponibilité	R. 226-7
SECTION IV Délégation dans les fonctions du ministère public	R. 226-8
CHAPITRE VII Emploi de président et de vice-président de chambre régionale des comptes	R. 227-1 – R. 227-2
CHAPITRE VIII Recrutement direct	R. 228-1 – R. 228-7
TITRE III COMPÉTENCES ET ATTRIBUTIONS	R. 231-1 – R. 235-1
CHAPITRE I Compétences juridictionnelles	R. 231-1 – R. 231-33
SECTION I Jugement des comptes	R. 231-1 – R. 231-17
SOUS-SECTION 1 Jugement des comptes des comptables patents	R. 231-2 – R. 231-13
SOUS-SECTION 2 Jugement et apurement des comptes des comptables de fait	R. 231-14 – R. 231-17
SECTION II Contrôle de l'apurement administratif des comptes	D. 231-18 – D. 231-31
SECTION III Condamnation des comptables à l'amende	R. 231-32 – R. 231-33
CHAPITRE II Contrôle des actes budgétaires et de l'exécution des budgets	R. 232-1 – R. 232-6
SECTION I Dispositions communes aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics	R. 232-1 – R. 1612-38
SECTION II Dispositions particulières aux syndicats de communes	R. 232-2 – R. 5212-7
SECTION III Des établissements publics locaux d'enseignement	R. 232-3 – R. 232-5
SECTION IV Des établissements publics de santé	R. 232-6
SECTION V Des offices publics d'aménagement et de construction soumis aux règles applicables aux entreprises de commerce	Néant
SECTION VI Du centre national de la fonction publique territoriale	
CHAPITRE III Ordres de réquisition	Néant
CHAPITRE IV Contrôle de certaines conventions	R. 234-1 – R. 234-2

CHAPITRE V	Contrôle des actes des sociétés d'économie mixte locales	R. 235-1
CHAPITRE VI	Prestation de serment des comptables	Néant
CHAPITRE VII	Dispositions particulières concernant la collectivité territoriale de Corse.....	Néant
TITRE IV	PROCÉDURE.....	R. 241-1 – R. 245-3
CHAPITRE I	Règles générales de procédure.....	R. 241-1 – R. 241-31
CHAPITRE II	Dispositions relatives aux activités juridictionnelles	R. 242-1 – D. 242-39
SECTION I	<i>Dispositions relatives au jugement des comptes des comptables patents</i>	R. 242-1 – R. 242-12
SECTION II	<i>Dispositions relatives au jugement des comptes des comptables de fait</i>	R. 242-13
SECTION III	<i>Voies de recours</i>	R. 242-14 – R. 242-26
SECTION IV	<i>Apurement administratif et voies de recours devant les chambres régionales des comptes</i>	D. 242-27 – D. 242-31
SECTION V	<i>Notification des jugements et des ordonnances</i>	D. 242-32 – D. 242-39
CHAPITRE III	Examen de la gestion.....	Néant
CHAPITRE IV	Contrôle budgétaire	R. 244-1 – R. 244-3
CHAPITRE V	Dispositions diverses	D. 245-1 – R. 245-3
TITRE V [ABROGÉ]	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MAYOTTE	Néant

PARTIE II

Les chambres territoriales des comptes

R. 251-1 – R. 273-32

TITRE V	DISPOSITIONS APPLICABLES À SAINT-BARTHÉLEMY, À SAINT-MARTIN ET À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	R. 251-1 – D. 256-1
TITRE VI	DISPOSITIONS APPLICABLES EN NOUVELLE-CALÉDONIE.....	R. 261-1 – R. 263-49

TITRE VII	DISPOSITIONS APPLICABLES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE	R. 271-1 – R. 273-32
------------------	--	-----------------------------

LIVRE III

LES INSTITUTIONS ASSOCIÉES À LA COUR DES COMPTES	R. 311-1 – D. 350-12
---	-----------------------------

TITRE I	LA COUR DE DISCIPLINE BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE	R. 311-1 – R. 314-4
----------------	---	----------------------------

CHAPITRE I	Organisation	R. 311-1 – R. 311-5
------------	--------------------	---------------------

CHAPITRE II	Personnes justiciables de la cour	Néant
-------------	---	-------

CHAPITRE III	Infractions et sanctions	Néant
--------------	--------------------------------	-------

CHAPITRE IV	Procédure devant la cour	R. 314-1 – R. 314-4
-------------	--------------------------------	---------------------

TITRE II	LE COMITÉ D'ENQUÊTE SUR LE COÛT ET LE RENDEMENT DES SERVICES PUBLICS	D. 320-1 – D. 320-8
-----------------	---	----------------------------

TITRE III [ABROGÉ]	LE CONSEIL DES IMPÔTS	D. 330-1 – D. 330-6 [abrogés]
-------------------------------	------------------------------------	--

TITRE IV [ABROGÉ]	LA COMMISSION DE CERTIFICATION DES COMPTES DES ORGANISMES PAYEURS DES DÉPENSES FINANCÉES PAR LE FONDS EUROPÉEN D'ORIENTATION ET DE GARANTIE AGRICOLE, SECTION GARANTIE	D. 340-1 – D. 340-8 [abrogés]
------------------------------	---	--

TITRE V	LE CONSEIL DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES	R. 350-1 – D. 350-12
----------------	---	-----------------------------

Loi du 10 août 1922 (organisation du contrôle des dépenses engagées)	p. 1298
--	---------

Loi de finances n° 55-366 du 3 avril 1955	p. 1299
---	---------

Décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 (règlement général sur la comptabilité publique [abrogé])	p. 1299
---	---------

Loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 (prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics)	p. 1300
---	---------

Loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 (astreintes prononcées en matière administrative et exécution des jugements par les personnes morales de droit public)	p. 1301
Décret n° 98-81 du 11 février 1998 (prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics et décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale)	p. 1303
Décret n° 99-89 du 8 février 1999 (prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale)	p. 1304
Décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 (subventions de l'État pour des projets d'investissement)	p. 1304
Décret n° 2005-1429 du 18 novembre 2005 (missions, organisation et emplois de direction des services de contrôle budgétaire et comptable ministériel)	p. 1308
Décret n° 2008-479 du 20 mai 2008 (exécution des condamnations pécuniaires prononcées à l'encontre des collectivités publiques)	p. 1309
Tableau des décisions du Conseil constitutionnel (DC)	p. 1313

PARTIE III

PROCÉDURES ADMINISTRATIVES NON CONTENTIEUSES

DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 (amélioration des relations entre l'administration et le public (accès aux documents administratifs))	p. 1389
Décret n° 84-378 du 11 mai 1984 (publication de la convention européenne sur la notification à l'étranger des documents en matière administrative)	p. 1481
Décret n° 2001-899 du 1 ^{er} octobre 2001 (suppression de la certification conforme des copies de documents administratifs)	p. 1481
Ordonnance n° 2004-164 du 20 février 2004 (publication actes administratifs)	p. 1482
Décret n° 2004-459 du 28 mai 2004 (actes individuels ne pouvant faire l'objet d'une publication sous forme électronique au JO)	p. 1483
Ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 (échanges électroniques)	p. 1483
Décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 (liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques (CADA))	p. 1488

Décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 (commissions administratives consultatives)	p. 1501
Décret n° 2008-1281 du 8 décembre 2008 (conditions de publication des instructions et circulaires)	p. 1505
Code du patrimoine, art. L. 212-1 à L. 222-3; art. R. 212-1 à R. 212-77 (archives)	p. 1506
Code de la défense, art. L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2313-6 (protection du secret de la défense nationale et archives de la défense)	p. 1532
Livre des procédures fiscales, art. L. 80 A (opposabilité de la doctrine administrative)	p. 1541
Code de la sécurité sociale, art. L. 243-6-2 (opposabilité de la doctrine administrative)	p. 1541

INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 (informatique, fichiers et libertés)	p. 1542
Loi n° 2004-801 du 6 août 2004 (protection des données personnelles)	p. 1629
Décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 (application L. n° 78-17 du 6 janvier 1978)	p. 1630
Code pénal, art. 226-16 à 226-24; R. 625-10 à R. 625-13 (atteintes aux droits de la personne résultant des fichiers ou traitements informatiques)	p. 1657

MOTIVATION DES ACTES ADMINISTRATIFS

Loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 (motivation des actes administratifs et amélioration des relations entre l'administration et le public)	p. 1662
--	---------

RELATIONS ENTRE L'ADMINISTRATION ET LES CITOYENS

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 (droits des citoyens dans leur relation avec l'administration)	p. 1708
Décret n° 2000-1277 du 26 décembre 2000 (simplification de formalités administratives et suppression de la fiche d'état civil)	p. 1788
Décret n° 2001-492 du 6 juin 2001 (accusé de réception des demandes présentées aux autorités administratives)	p. 1790
Décret n° 2001-494 du 6 juin 2001 (maisons de service public)	p. 1791
Décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 (transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques)	p. 1792

Circulaire du 23 août 2001 (mise en place des espaces publics numériques) **p. 1792**

Décret n° 2010-31 du 11 janvier 2010 (direction de l'information légale et administrative) **p. 1792**

Décret n° 2010-32 du 11 janvier 2010 (conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative) **p. 1793**

Loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 (simplification et amélioration de la qualité du droit) **p. 1794**